

La lutte des classes dans la révolution chinoise

Victor Serge

fin avril 1927

Paru dans Clarté, no 9 du 15 mai

Voici des années que la révolution chinoise grandit sur notre horizon. Les récents événements de Shanghai posent brutalement, devant la classe ouvrière internationale, les problèmes de la lutte des classes au sein de cette grande révolution, trop souvent considérée jusqu'à présent comme essentiellement nationale, bourgeoise. Que s'est-il passé là-bas ? Ceci : le 21-22 mars, une insurrection ouvrière, à la tête de laquelle se trouvaient les Syndicats et quelques poignées de valeureux militants communistes, s'emparait, après une sévère bataille de rues livrées aux troupes de la réaction nordiste, de la vraie capitale industrielle et commerciale de la Chine, Shanghai. Le prolétariat accomplit cet exploit sous les gueules des canons anglais, français, américains, japonais, italiens (j'en passe). Moins d'un mois après, les 13-14 avril, le généralissime commandant les armées nationalistes-révolutionnaires du " Kuomintang " faisait traîtreusement désarmer et mitrailler ce prolétariat, vaincu, jugulé, en une nuit, par ses alliés officiels. Et ce mauvais coup prévu et annoncé depuis de longues semaines par la presse bourgeoise de tous les pays, était pour les militants ouvriers communistes de tous les pays, une douloureuse, une effroyable surprise... Déplorons d'abord la désolante faiblesse de notre information sur la révolution chinoise. Que savons-nous de ses luttes intérieures, des crises sociales qui provoquent de ces dénouements ? En somme : rien. L'intérêt du communisme international exigerait une information autrement attentive, complète et vivante, rendue possible par l'exigence en Chine des agences soviétiques. Mais dans l'U.R.S.S. même, cette information, beaucoup meilleure que dans tous les pays capitalistes, demeure, il faut bien le constater, très au-dessous de ce qu'elle pourrait et devrait être. Espérons qu'il sera promptement remédié à ce mal désormais incontestable.

Je ne puis songer à poser dans ces notes, forcément hâtives, l'immense problème de la révolution chinoise. Le prochain Exécutif élargi de l'I.C. l'étudiera sans nul doute. Il me semble utile d'en exposer, à la veille de ces assises de notre parti international, quelques données, quelques aspects sur lesquels l'attention des militants n'a guère porté jusqu'à présent. C'est là toute mon ambition.

Les " forces motrices " d'une révolution

On s'accorde à reconnaître à la révolution chinoise le caractère d'une révolution bourgeoise, nationale, anti-impérialiste. L'asservissement économique de la Chine aux puissances étrangères est devenu un obstacle au développement de la bourgeoisie nationale. Les grandes industries, les transports, les établissements financiers, les douanes du pays sont entre les mains des étrangers ; la bourgeoisie nationale se sent frustrée d'autant et ne peut, dans ces conditions constituer l'État solide dont elle a besoin. La jeune industrie chinoise ne peut s'assurer aucune protection douanière contre la concurrence étrangère. Les compétitions armées des généraux à la solde des puissances contribuent aussi à empêcher la création de l'État moderne, centralisé, policé, bien administré, nécessaire au bon développement des affaires... De là, les objectifs de la révolution nationale, tels que les entend la bourgeoisie chinoise : abrogation des vieux traités d'asservissement, indépendance et unité nationale, création d'un gouvernement central, ferme, ordonné, éclairé, que l'on concevrait volontiers sur le

modèle américain (avec, toutefois, pour mieux tenir le prolétariat en respect, un président galonné à poigne...).

Mais la bourgeoisie chinoise est trop faible, trop peu nombreuse, trop impopulaire pour diriger la révolution qu'elle compte spolier d'une partie de ses fruits pour organiser le pays au lendemain de victoires payées du sang des classes laborieuses, et s'entendre avec les bourgeoisies impérialistes. Quelles sont les forces motrices réelles de la révolution ?

D'abord, le prolétariat (3 à 4 millions d'hommes), outrageusement exploité par les capitalistes étrangers et indigènes, le prolétariat organisé, intelligent, mûri dans les luttes des dernières années, le prolétariat dont le sang a coulé à flots, et qui a remporté aussi de mémorables victoires – à Canton, à Hankéou, à Hong-Kong, à Shanghai, à Tientsin...

Puis, alliées naturelles du prolétariat, des masses paysannes – des centaines de millions d'hommes qui sont parmi les plus misérables des habitants de la planète – vivant de la culture intensive et pourtant primitive d'infimes parcelles de terre, exploitées par le grand propriétaire, le locataire au premier degré (le sol est souvent sous-loué), l'usurier, le chef militaire, le bureaucrate, le commerçant. Le système des douanes intérieures, résultat de la mainmise de l'étranger sur les douanes extérieures, est pour le paysan chinois, une terrible cause de misère ; les généraux lui imposent la conscription, l'entretien des troupes, des prélèvements arbitraires d'impôts. La misère des masses paysannes est telle que, d'après des enquêteurs étrangers, leur revenu coutumier est très sensiblement inférieur au coût minimum de l'existence... De sorte que leur existence même pose un constant problème attestant un record d'endurance animale. Des couches entières de la population rurale sont littéralement réduites à l'animalité. Que faut-il aux paysans chinois pour qu'ils puissent redevenir des hommes ? La fin du régime des féodaux – généraux, propriétaires fonciers – et des usuriers entretenus par les rivalités impérialistes ; l'unité du pays, une bonne organisation administrative, une fiscalité équitable. On voit que ces revendications minima coïncident avec celles de la révolution nationale bourgeoise – et la dépassent, puisque ne se bornant pas à l'abolition des vestiges de la féodalité, elles portent atteinte à la propriété des usuriers capitalistes.

L'industrialisation du pays, bien que très ralentie depuis dix ans, accule de plus en plus les artisans, très nombreux, à la misère ; elle les prolétarise. La misère des campagnes et les guerres intérieures incessantes sont des fléaux pour le petit commerce. Les intellectuels – étudiants, lettrés, gens de professions libérales -, assez nombreux élèvent à la conscience les plaintes et les aspirations des classes moyennes. Ils fournissent au mouvement révolutionnaire ses chefs et ses cadres.

Un exposé aussi sommaire concernant des classes sociales aussi variées, divisées et subdivisées en milieux très différents dans un pays vaste comme un continent, d'une structure économique extrêmement composite, ne peut être que déplorablement schématique. Tel quel, il autorise néanmoins quelques déductions.

Les intérêts essentiels de ces diverses classes les dressent en ce moment contre l'impérialisme. Ils n'en demeurent pas moins antagoniques par ailleurs et doivent même entrer en conflit sur la façon de finir la révolution nationale et d'en organiser le lendemain. Quel bénéfice en retireront les ouvriers ? Jusqu'où y pousseront-ils leurs conquêtes ? Jusqu'où ira la révolution agraire que le prolétariat seul peut guider et soutenir ? Ces questions sont vitales pour toutes les classes en présence.

La bourgeoisie et les couches supérieures de la petite bourgeoisie (commerçante, intellectuelle), représentent dans ces conditions une redoutable capacité de trahison et de réaction, en même temps qu'un facteur de modération dans l'élan révolutionnaire et de compromis avec l'étranger. (La bourgeoisie chinoise s'accommoderait sans doute volontiers d'une pénétration économique des capitaux étrangers " invisible ", délicate, respectueuse de ses " intérêts nationaux ", analogue en un mot à celle des capitaux français, anglais, allemands et belges en Russie de 1890 à 1914). Mais ni les prolétaires, ni

les artisans, ni les paysans pauvres – et ils sont la masse – ne peuvent se contenter d'une révolution modérée, qui s'arrêterait, saisie d'un pieux respect, devant la grande propriété industrielle, les coffres-forts et les cadastres... Et ce profond conflit d'intérêts nous confirme que les seules classes révolutionnaires capables d'assurer la victoire de la révolution nationale sur les survivances féodales de l'intérieur et l'impérialisme étranger sont précisément les classes laborieuses qui ne peuvent pas, non plus, achever la révolution bourgeoise, démocratique, sans la dépasser et s'orienter vers le socialisme avec d'autant plus de force que les trahisons, les tentatives de réaction, les complots de la bourgeoisie avec l'étranger, la guerre même, peuvent nécessiter des ripostes difficiles à prévoir...

En un mot, la bourgeoisie ne peut pas accepter l'hégémonie du prolétariat dans la révolution nationale ; or, cette hégémonie est la condition de la victoire de cette révolution et, du coup, de son acheminement vers le socialisme. Ou la révolution nationale, étranglée par la bourgeoisie nationale, avortera et tout sera à recommencer dans quelques années, ou elle vaincra, guidée par le prolétariat soutenu des classes moyennes des villes et des masses paysannes pauvres ; mais elle ne pourra plus, en ce cas, se borner à la réalisation du programme démocratique de la bourgeoisie radicale, même tel que le formula Sun-Yat-Sen, elle ira plus loin, elle ira vers le socialisme à l'exemple de la révolution russe et avec l'appui du prolétariat international. Il n'y a plus, du reste, à notre époque, des limites nettement tracées entre une révolution bourgeoise et une révolution socialiste : il n'y a que des questions de force et de conscience de classe.

Les débuts de la révolution paysanne

L'histoire intérieure de la révolution chinoise est – naturellement – dominée par la lutte des classes. Dès 1922, Sun-Yat-Sen, alors soumis à l'influence américaine, ne peut se maintenir au pouvoir à Canton que grâce aux ouvriers qui imposent aux commerçants l'acceptation des billets émis par la banque gouvernementale. Mais les grèves mettent aux prises prolétaires et leaders du "Kuomintang". Sun-Yat-Sen entreprend de réglementer le mouvement ouvrier, exige que les Congrès soient soumis à l'autorisation du gouvernement, etc. Le fossé se creuse entre le "Kuomintang" et la classe ouvrière cantonaise. Celle-ci ne comprend pas l'alliance de Sun-Yat-Sen avec Tchang-Tso-Lin contre Ou-Pei-Fou, alors maître de la Chine centrale. Le chef de la police Hai-Ho-Ping, couvert par Sun-Yat-Sen, réprime à Canton le mouvement ouvrier qui ne réagit pas quand l'armée du démagogue réactionnaire Tchen-Gou-Ming chasse Sun-Yat-Sen du pouvoir (15 et 16 juin 1922).

De cette pénible expérience date l'évolution de Sun-Yat-Sen, à gauche. Sa pensée, jusqu'alors attachée aux idées wilsoniennes, s'oriente désormais vers Lénine. Le vieux révolutionnaire infatigable va initier une nouvelle et féconde politique de rapprochement du "Kuomintang" avec les masses laborieuses et avec la République des Soviets, d'alliance avec les communistes, d'appui aux masses paysannes contre les féodaux et les propriétaires fonciers. L'année suivante (1923), Sun rencontre à Shanghai l'ambassadeur des Soviets en Chine, Ioffé. Il redevient peu après le chef du gouvernement de Canton. Ses dernières pensées à son lit de mort – il mourut à Pékin en mars 1925 – salueront la révolution russe.

La capitale du Sud reste cependant l'arène d'incessantes luttes sociales aggravées par les conflits armés qui mettent aux prises, dans les provinces voisines, les paysans et les propriétaires fonciers. Fin 1923, la lutte se polarise entre l'organisation contre-révolutionnaire du gros négoce et du patronat, les Tigres de Papier et la classe ouvrière, le petit peuple des artisans. En janvier 1924, les Tigres égorgent le leader des travailleurs du riz ; ils s'opposent bientôt après – par les armes – à la mise en circulation des billets émis par Sun-Yat-Sen ; ils tirent, le 1er mai, sur des manifestations. En mai-juin, leur Congrès mobilise à Canton 15.000 hommes. Le commerce et la finance britannique de Hong-Kong, les étrangers de Shamin – le quartier des Concessions de Canton – leur accordent une protection officielle. Ils se préparent à la prise du pouvoir. Sun-Yat-Sen, louvoyant toujours, leur offre au nom du "Kuomintang" une bannière de soie (fin juin). Cela ne l'empêche pas de faire saisir leurs armes ; les commerçants en

obtiennent par une grève la restitution. Les Tigres s'en servent aussitôt. Ils tirent sur des manifestations populaires, tentent un coup de force et sont battus, le 14-17 octobre, grâce à l'appui prêté au gouvernement du " Kuomintang " par le prolétariat et le bon peuple. Le général Tchen-Dziou-Min " entre en campagne afin de délivrer Canton du bolchévisme ". Une période de troubles, de conspirations militaires, de trahisons confuses s'ouvre. En mai (1925), la situation est si critique que le gouvernement doit se réfugier à l'école militaire de Wampou. Le mouvement ouvrier déploie sa force dans les grèves de Shamin et de Canton, signalées, le 23 juin, par la fusillade de Shamin où les Britanniques couchent sur le pavé, au seuil des concessions étrangères, 57 morts et plus de 200 blessés... Le gouvernement du " Kuomintang " est pris entre le mouvement ouvrier et paysan et la contre-révolution. Il doit choisir. (Juan Tin-Oueï et Liao Tchoun-Kaï (ce dernier sera assassiné le 20 août 1925) font une politique populaire, de gauche. Aidés de conseillers russes, ils réorganisent l'armée, y forment des sections d'enseignement politique et de propagande ; l'école de guerre de Wampou est conçue sur le modèle des écoles de guerre de l'armée rouge ; la Chine, pays des armées de mercenaires, sans foi ni loi, voit naître une armée dont la force sera dans sa conviction, dans sa conscience, dans sa discipline morale, dans son intelligence.

Plus encore que le mouvement ouvrier et que les agressions de la contre-révolution, c'est le commencement de la révolution agraire qui met le " Kuomintang " en demeure d'opter entre la réaction et la révolution. Quelques données permettront de juger de la misère du paysan chinois. L'enquêteur américain Taylor fixe à un revenu minimum de 187 dollars mexicains par an le niveau d'existence au-dessous duquel commence pour le paysan chinois la misère. Or, 41 % des familles de paysans étudiées ont un revenu inférieur à... 40 dollars l'an. " L'existence des gens de cette classe exige une telle tension des forces que la lutte pour la pitance quotidienne tue les germes de tout développement intellectuel, spirituel et même physique ", écrit un autre étranger, M. Dittmer. Ces enquêteurs ont étudié la Chine septentrionale ; mais telle est la situation dans l'immense pays. Les masses paysannes y sont acculées à la dégénérescence, à l'animalité – ou à la révolte. Tout ce qu'il y a d'énergique en elles se révolte – le " banditisme " prospère.

85 % des terres appartiennent dans le Kouang-Toung (la province de Canton) à des propriétaires fonciers, qui ont constitué de fortes milices de mercenaires afin de pressurer les paysans. Notre camarade, M. Alsky a raconté dans un chapitre remarquable de son petit livre Canton vainc [1] le début de la révolution paysanne dans cette contrée, en 1924-25. Il existe, dans les campagnes de la Chine, depuis des temps immémoriaux, quantité de sociétés secrètes. Une de ces sociétés, formée à Hay-Fing (Kouang-Toung), adoptait pour devise : " Que celui qui ne travaille pas ne mange pas " Une autre " Prenez aux riches, donnez aux pauvres. " Une troisième : " Faire le bien au nom du Tout-Puissant. " Un parti des pauvres existait, toujours à Hay-Fing – cette ville est au centre du mouvement paysan -, parti qui voulait " devenir l'avant-garde de la révolution des travailleurs ". Certaines de ces organisations étaient nettement anarchisantes. – Le " Kuomintang " menacé, en 1924, fit appel aux paysans et son appel fut entendu. Mais, dès lors, il dut se situer dans les incessants conflits armés entre propriétaires fonciers et organisations paysannes. Des troupes cantonaises envoyées contre les propriétaires, passèrent plusieurs fois de leur côté. Il arriva même que la garde du corps de Sun Yat-Sen passât aux propriétaires fonciers. Le " Kuomintang " brisa ces résistances et c'est même une des raisons pour lesquelles il réussit à garder le pouvoir. Fin 1925, les associations paysannes du Kouang-Toung, affermies par leurs victoires, embrassaient déjà 200.000 membres. Le " Kuomintang " décréta que le fermage des terres ne pourrait dépasser la moitié des récoltes et serait réparti ainsi : 25 % au propriétaire, 12,5 % au fisc, 12,5 % de ristourne faite par le gouvernement au cultivateur. Nous ignorons si cette mesure a été appliquée et dans quelle mesure. Mais il est certain que depuis le coup d'État du 20 mars 1926 (avènement au pouvoir, dans le " Kuomintang ", de Tchang-Kai-Shek et du centre-droite), la politique agraire du gouvernement sudiste a surtout cherché à contenir le mouvement paysan.

Quant au P.C. chinois, le camarade Tang-Pin-San exposait au VII^e Exécutif élargi de l'I.C. que l'une de ses principales erreurs avait été de ne point élaborer de programme agraire ; il constatait que le mouvement paysan s'était développé spontanément en dehors de l'influence du parti. " Nous devons, ajoutait-il, défendre les intérêts de la paysannerie ; mais nous devons aussi maintenir le front unique du mouvement national révolutionnaire ". Des communistes chinois craignant la rupture de ce front s'étaient montrés hostiles au mouvement agraire [2]. La résolution du VII^e Exécutif élargi de l'I.C. sur la situation en Chine, condamna cette erreur et souligna le rôle décisif des paysans dans la révolution.

Les luttes de la classe ouvrière

Le camarade S. Daline, qui connaît bien la Chine, à Canton, a publié, dans la " Pravda " de Moscou, deux articles exceptionnellement intéressants sur la politique ouvrière du gouvernement du " Kuomintang " [3]

On sait, qu'en fin 1926, le cabinet de Londres tenta d'instaurer une politique de rapprochement avec le gouvernement de Canton. Celui-ci répondit par la levée du blocus de Hong-Kong. Mais la réalité du boycott des bâtiments anglais était assurée par des piquets d'ouvriers syndiqués. Les Syndicats cantonnais que M. Eugène Chen, ministre des Affaires étrangères, s'était abstenu de consulter, maintinrent un boycott continué victorieusement depuis seize mois. Interviewé, M. Eugène Chen déclara aux journalistes que le gouvernement saurait bien se faire obéir des ouvriers. Le gouverneur britannique de Hong-Kong se déclara, de son côté, disposé à seconder l'affermissement de l'ordre à Canton et... fit fouiller par des douaniers anglais, dans le port de la capitale nationaliste-révolutionnaire, un bateau portant le pavillon des Soviets. Le courrier diplomatique de l'U.R.S.S. fut molesté. Il fallut que le prolétariat cantonnais descendît dans les rues pour que M. Eugène Chen se rétractât et pour que les espoirs des Britanniques fussent déçus, une fois encore. " Au moment où nous nous trouvâmes à Canton, écrit S. Daline, le pouvoir y appartenait à la rue révolutionnaire... Le C.C. du " Kuomintang " et le gouvernement étaient devenus des sortes de commissions d'arbitrage ".

Elles avaient fort à faire, ces commissions d'arbitrage bien tiraillées en leur propre sein ! Des manifestations – toutes menaçantes ! – patronales, ouvrières, commerçantes, et des délégations de paysans pauvres et de propriétaires fonciers l'assiégeaient de revendications impérieusement contradictoires.

Au moment de commencer la grande offensive du Nord, qui devait aboutir à la prise de Shanghai, le C.C. du " Kuomintang " lança un appel à la paix sociale pour la victoire ; l'autorité militaire interdit les grèves et les réunions ouvrières. Le prolétariat cantonnais soutint l'effort militaire mais continua ses luttes de salaires. Non sans succès : une menace patronale de lock-out à l'arsenal de Canton fut brisée par l'annonce de la grève générale. – Les ouvriers cantonnais sont pour la plupart organisés (plus de 200.000 syndiqués ; ce sont, en majorité, des ouvriers de métier et non d'industrie). Leurs salaires n'ont guère augmenté depuis 1917, bien que le coût de la vie ait subi une forte hausse. La journée de travail varie entre 11 et 15 heures. Et il faut des luttes incessantes pour maintenir ces misérables conditions d'existence. Les ouvriers ont été amenés à constituer des équipes armées (les " piquets "), afin de protéger les grévistes et les organisations contre les agressions des bandes formées par les patrons ; afin aussi de ne pas être à la merci d'un coup de force. On a tenté à diverses reprises de les désarmer. Le 6 août 1926, le commandant en chef de l'armée sudiste ordonnait le désarmement des ouvriers ; en décembre 1926, après, les premières grandes victoires de l'armée nationaliste révolutionnaire, dans la région du Yang-tsé-Kiang, l'on entreprenait de désarmer les organisations prolétariennes de Canton (sans d'ailleurs y réussir ni pousser les choses à fond). Le gouvernement instituait l'arbitrage obligatoire dans les conflits entre le capital et le travail. Il s'avéra tout de suite que cet arbitrage ne serait obligatoire que pour les travailleurs. Une loi du 5 janvier 1927 limita le droit de grève et interdit, en divers cas, l'usage des piquets de grève [4]. Tandis que le gouvernement exerçait ces pressions sur la classe

ouvrière, le patronat formait et armait, à Canton, une confédération de syndicats jaunes. Concluons avec la revue russe de l'I.S.R. : " Les masses ouvrières ont à soutenir sur le territoire du gouvernement nationaliste, des luttes acharnées pour l'amélioration de leur situation économique. " [5]

Or, ce sont ces masses qui ont donné à la révolution chinoise ses plus grandes victoires. Les grandes grèves de Hankéou et de Shanghai, closes par des massacres ; le boycott de Hong-Kong pendant seize mois ; les victoires du " Kuomintang " sur la réaction ; la prise de la concession anglaise de Hankéou (elle fut envahie par les syndicats) ; la prise de Shanghai, voilà les traits les plus saillants de leur action.

... Quelle fut, dans ces circonstances, la politique du P.C. chinois ? Rien n'a été publié à ce sujet. Mais la disproportion des effectifs entre les syndicats (1.500.000 membres) et le parti (15.000) est impressionnante [6].

La victoire prolétarienne et le guet-apens de Shanghai

Shanghai tomba le 21-22 mars au pouvoir des Rouges. Voici comment. L'armée sudiste approchait. Les troupes nordistes du Chantouang occupaient la ville. La journée du 21 avait été paisible. A 11 heures du soir, un coup de canon retentit, signal mystérieux. Ce fut instantanément la grève générale. Les prolétaires déposant leurs outils, sortirent leurs fusils. L'insurrection commença, comme il sied, par l'assaut des postes de police. La ville chinoise se couvrit de barricades. Le général Pi-Chou-Tcheng bombardait les quartiers ouvriers. Le feu détruisit, d'après le " China Courrier ", près de 1.500 maisons. Mais, dans la matinée du 22, les insurgés donnaient l'assaut à la gare où se tenait le train blindé du général et que défendaient, en outre, des blancs-russes. Blancs-russes et nordistes écrasés durent chercher, le soir, après vingt-quatre heures de lutte, un refuge dans les concessions étrangères [7]. L'armée nationale du général Tchang-Kai-Chek pouvait entrer dans la ville.

Elle y entra et son premier soin fut de tenter de désarmer les véritables libérateurs de Shanghai !

La prise de Shanghai ne pouvait manquer d'intensifier la lutte des classes au sein de la révolution chinoise et les dissensions internes du " Kuomintang ". Hankéou et Shanghai, puissantes cités ouvrières, s'ajoutant à Canton, l'hégémonie du prolétariat dans la Chine du Sud allait devenir un fait. Il fallait mâter ce prolétariat qui, par l'occupation de la concession britannique de Hankéou et par le soulèvement de Shanghai venait de remporter deux éclatantes victoires. La bourgeoisie, la droite du " Kuomintang ", comprit que son sort se décidait. Le " Times " et le " Temps " lui répétaient à satiété leurs formules de salut : compromis, entente de la droite modérée du " Kuomintang " avec Tchang-Tso-Lin ; " mais, se demandaient-ils, alarmés, Tchang-Kai-Chek viendra-t-il à bout des extrémistes ? " Le grondement des canons anglo-américains déchaînés à Nankin soulignèrent efficacement la portée des conseils de la presse impérialiste. Situation classique : intervalle entre deux dictatures : ou celle de la droite, un brave général en tête, ou celle de la gauche, le prolétariat en avant. On louvoyait. Les révolutionnaires et le P.C. Chinois, soucieux de l'unité du mouvement national anti-impérialiste, espérant sans doute aussi que la bourgeoisie " n'oserait pas ", se laissèrent jouer. Une conférence du " Kuomintang " tenue à Hankéou décida le retour du leader de la gauche Ouan Tin-Oueï, sympathique aux communistes – dans quelle mesure ? – exilé depuis le coup de force de Canton, du 20 mars 1926, qui donna le pouvoir à la droite. Un nouveau gouvernement fut formé, comprenant deux droitiers, quatre centristes et deux communistes (Tang-Pin-San, ministre de l'Agriculture, et Sou-Tchan-Ging, ministre du Travail) ; Tchang-Kai-Chek, modeste, déclarait solennellement se confiner dans ses fonctions militaires : Ouan-Tin-Oueï à peine rentré d'exil signait (5 avril), au nom du " Kuomintang ", avec le secrétaire du parti communiste Tchen-Tou-Hsou, un très beau manifeste commun où il était dit que " les pays coloniaux et semi-coloniaux ne sont pas à l'étape de la transition du capitalisme au socialisme ", et constaté, avec une satisfaction candide, que " les autorités militaires de Shanghai déclaraient se soumettre aux autorités centrales. " [8] Tchang-Kai-Chek remplaçait dans l'entre-temps

sans bruit les troupes douteuses par des troupes sûres, négociait avec les agents étrangers, laissait ou faisait surveiller le consulat de l'U.R.S.S., achevait en un mot, les préparatifs de son mauvais coup...

Il se passait, du reste, des choses assez singulières qui eussent dû servir d'avertissement. Une tentative de dissolution des syndicats était faite à Hankéou le 30 mars (émeute, 8 ouvriers tués). Les journaux annonçaient de nombreuses exécutions d'" émeutiers ", à Shanghai. On procédait à Hankéou à l'exécution de plusieurs militants ouvriers accusés d'avoir participé à l'invasion de la concession anglaise... Quelles têtes coupait à Shanghai le bourreau de Tchang-Kai-Chek ? Nous n'en savons rien. L'" Echo de Paris " parlait de " vermine communiste " massacrée. Des journaux annonçaient 300 exécutions. Des " échauffourées " entre " extrémistes " et " modérés " s'étant produites dans la nuit du 4 au 5 avril, l'état de siège était institué à Shanghai (le 5). L'état de siège dans une capitale du monde ouvrier est toujours une vilaine chose et des plus significatives. Il fut à peine remarqué dans la presse ouvrière.

Le chef de l'armée du " Kuomintang " avait, du reste, un aspect assez suspect, étant un des auteurs principaux du coup de force perpétré à Canton, le 20 mars 1926, qui aboutit à la création d'une direction de droite dans le parti de Sun-Yat-Sen, à l'exil de Ouan-Tin-Ouei, à une semi-dictature militaire. Un camarade russe, des mieux éclairés sur les affaires chinoises, L. Heller, pouvait dire tout récemment : " Les communistes chinois qui ne cessèrent d'affirmer que Tchang-Kai-Chek ne différait en rien, malgré son radicalisme verbal, des droitiers du " Kuomintang " , avaient bien raison " [9].

Quoi qu'il en soit, le désarmement et la saignée infligés au prolétariat de Shanghai constituent une lourde défaite qui n'apparaît nullement comme ayant été inévitable. Il était possible de la prévoir et peut-être de l'empêcher. Les prolétaires révolutionnaires de Shanghai se sont laissés mener au guet-apens par la bourgeoisie libérale et militaire qui forme la droite du " Kuomintang ". L'I.C. ne manquera pas de rechercher les erreurs commises et de tirer la leçon de ces faits.

Le Parti communiste chinois et le Kuomintang

Le prolétariat et son parti se sont montrés au sein de la révolution chinoise soucieux au plus haut point du maintien de l'unité du mouvement national-révolutionnaire – unité qui le rendait invincible -. La bourgeoisie et sa galonaille n'ont pas hésité à briser cette unité à coups de mitrailleuses et de coupe-têtes... Il n'y a pas eu lieu d'en être surpris : c'est le contraire qui eût été surprenant. " Les intérêts égoïstes de classe ont pris le dessus chez les capitalistes chinois ; à la lutte pour la liberté de leur pays, ils préfèrent le marchandage puis l'alliance avec les impérialistes ", écrivait l'" Humanité " du 16 avril. Parbleu ! Les communistes ne devraient jamais oublier que les capitalistes n'obéissent, n'obéiront jamais, ne peuvent obéir qu'à leurs intérêts de classe en attendre, en faveur de la révolution nationale, on ne sait quelle générosité, c'est verser dans les dangereuses illusions du socialisme utopique cultivées par l'opportunisme et si souvent réfutées par Lénine.

L'éditorial du numéro 11 de l'"Internationale Communiste " nous apprend comment le Parti communiste chinois envisageait la question de l'unité du mouvement national révolutionnaire dès la session de juin 1926 de son Comité central. Le C.C. du P.C.C. prenait, en effet, à cette session d'importantes décisions concernant les rapports du Parti communiste avec le " Kuomintang " :

- " 1. Passer de la politique de l'affiliation à celle des cartels ;
2. Avoir nettement sa propre politique communiste
3. S'efforcer de donner pour base au " Kuomintang " la petite bourgeoisie des villes ;
4. Considérer le " Kuomintang " comme devant être un parti centralisé mais un parti formé de clubs locaux. "

L'éditorial du numéro II de l'I.C. considère ces décisions comme erronées et contraires à celle du VII^e Exécutif élargi de l'I.C. qui maintint l'adhésion du P.C. au " Kuomintang ". Il ne m'appartient pas d'entrer dans le fond de ce débat qui me semble être dominé par deux vérités premières :

1° au sein ou en dehors d'un " Kuomintang ", le Parti communiste ne peut jamais cesser d'être lui-même et de suivre sa propre politique prolétarienne

2° cette question est en réalité bien plus celle du rapport réel des forces que d'une affiliation formelle au parti de Sun-Yat-Sen. Le prolétariat est assez puissant et actif dans la révolution nationale pour que son parti puisse – en sachant s'y prendre – devenir le vrai parti dirigeant du mouvement national, qu'il use de la méthode des cartels avec le " Kuomintang " ou qu'il s'affilie à ce dernier, sans rien abdiquer de ses principes.

Il est vrai que voyant très bien le danger, la bourgeoisie s'efforçait d'y parer en imposant aux communistes l'unité " monolithe " du " Kuomintang " sur la doctrine en réalité purement libérale-bourgeoise [10] de Sun-Yat-Sen (nationalisme, démocratie, socialisme, – le mot socialisme compris à peu près comme le comprennent nos radicaux-socialistes bien intentionnés à l'égard du pauvre peuple). C'était nier au marxisme le droit même à l'existence. Mais la question se réduisait – et se réduit encore – en réalité à des interprétations qui ne peuvent être fondées que sur le rapport réel des forces. Sans doute, le grand Sun fut-il l'idéologue de la bourgeoisie avancée et des classes moyennes révolutionnaires ; sans doute son wilsonisme militant n'avait-il rien de commun avec le communisme ; mais ses dernières pensées furent un hommage à la révolution russe, la dernière recommandation qu'il adressa à ses disciples fut celle de collaborer avec le communisme international et la République des Soviets. Dès lors, les thèses de la compatibilité et de l'incompatibilité du Sun-Yat-Sénisme et du communisme sont également soutenables au gré des intérêts de classe qu'il s'agit de défendre. Et le certain c'est qu'un parti communiste ne peut ni ne doit jamais, sous peine de perdre sa raison d'être – et ses effectifs – admettre dans son action quotidienne la substitution à son programme du parti représentant d'autres classes. Mais on ne saurait mieux dire que Lénine dans son projet de thèses sur les questions coloniale et nationale présenté au II^e Congrès de l'I.C. (1920), et qui servit de base à la résolution adoptée : " L'Internationale Communiste ne doit soutenir les mouvements nationaux démocratiques bourgeois des colonies et des pays arriérés qu'à la condition que les éléments des futurs partis prolétariens, communistes non seulement d'une façon nominale soient, dans tous les pays arriérés, groupés et éduqués dans la conscience de leur propre mission qui est de combattre les mouvements démocratiques bourgeois au sein même de la nation : l'Internationale Communiste doit conclure des alliances provisoires avec la démocratie bourgeoise des colonies et des pays arriérés, mais non point se fondre avec elle, et maintenir inconditionnellement l'indépendance du mouvement prolétarien fût-ce le plus embryonnaire. " Ceci posé en principe, c'est-à-dire la rectitude de la politique de classe du P.C.C. assurée, le choix entre l'affiliation au " Kuomintang " ou le bloc avec ce dernier n'a plus, me semble-t-il, qu'une importance tactique et formelle. – Sous un autre angle le " Kuomintang " nous apparaît, plus encore que comme un parti proprement dit, comme l'appareil gouvernemental de la révolution nationale ; et il va de soi, dès lors, que le parti du prolétariat doit s'efforcer d'avoir la main sur quelques-uns tout au moins des leviers de cet appareil ; mais ces résultats-là, les communistes le savent bien, ne s'obtiennent pas par des transactions diplomatiques. Ils ne peuvent être que les fruits d'une politique prolétarienne ferme et clairvoyante, de l'appel constant aux masses, de l'organisation et de l'activité de celles-ci.

Vers la dictature démocratique des ouvriers et des paysans

L'empereur Nicolas II ne se doutait pas, le 22 janvier 1905, quand il faisait mitrailler devant les fenêtres du Palais d'Hiver les prolétaires venus en cortège déposer une supplique aux pieds du " petit père ", qu'il paraphait à la fois son propre arrêt de mort, celui de la dynastie et celui de son régime. La

bourgeoisie chinoise pouvait très bien – l'avenir le montrera – avoir commis, en tirant dans le dos des prolétaires de Shanghai, une imprudence analogue. Les hauts faits de Tchang-Kai-Shek démontrent aux prolétaires chinois qu'ils n'ont à compter que sur eux-mêmes. S'ils avaient encore des illusions sur la bourgeoisie libérale, les voici fusillées. La leçon sera comprise, on n'en peut douter. Le prolétariat chinois a fait preuve dans les luttes actuelles d'une étonnante maturité révolutionnaire. – Sait-on que les ouvriers lock-outés d'une manufacture japonaise de Hankéou décidaient, il y a quelques semaines de remettre eux-mêmes la manufacture en activité ? [\[11\]](#)

Nous avons vu qu'il a pour alliées les masses paysannes dont l'activité a parfois été surprenante. Les exploits des Piques-rouges, ces Jacques de là-bas qui exproprient par endroits les riches et battent souvent les armées régulières de la contre-révolution, montrent la puissance de la révolution agraire. Une grande partie de la petite bourgeoisie, attachée par ses intérêts au prolétariat et à la paysannerie, doit les suivre. Dans le " Kuomintang " même, la trahison de la bourgeoisie – qu'il ne sera pas facile de justifier par la doctrine de Sun-Yat-Sen -, le compromis avec la contre-révolution nordiste, le compromis avec les impérialismes étrangers et le déclenchement de la guerre des classes à l'intérieur, peuvent très bien provoquer une épuration, un redressement propice à l'hégémonie du prolétariat. La bourgeoisie chinoise complice des impérialistes étrangers s'emploie avec une aveugle persévérance à enseigner aux travailleurs les lois implacables de la guerre des classes. Elle récoltera ce qu'elle sème.

Désormais le mouvement national révolutionnaire est scindé. Peut-être même y aura-t-il deux " Kuomintang ", comme il y a en ce moment deux gouvernements sudistes. La lutte des classes recouvre ses droits. Désormais, l'intransigeance doctrinale du P.C., l'armement des ouvriers – dont on a eu tort, me semble-t-il, de ne point faire jusqu'à présent un des mots d'ordre essentiels de l'action prolétarienne (c'eût été s'inspirer sagement des directives données par Lénine dès la chute de l'autocratie russe, en mars 1917 [\[12\]](#) – et des paysans, l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, l'hégémonie du P.C. dans le " Kuomintang " révolutionnaire, l'extension de la révolution agraire, l'appel aux masses, le contrôle des masses sur le gouvernement révolutionnaire, la création des organisations de masses permettant ce contrôle sont les seuls chemins de l'avenir et ces chemins mènent de la révolution démocratique bourgeoise, à la révolution socialiste.

Certes, une victoire temporaire de la bourgeoisie alliée aux impérialistes étrangers, assez désireux, semble-t-il, de sauver leur situation en Chine par une politique de concessions au nationalisme réactionnaire n'est pas exclue. Il faut tenir compte de la possibilité du développement d'un mouvement inspiré du fascisme qui recruterait ses troupes parmi les classes moyennes et, muni de fusils britanniques, fournirait à la bourgeoisie chinoise – numériquement assez faible, mai' s'appuyant sur le moyen négoce très riche, ramifié, nombreux – des troupes de choc, une véritable armée de classe. Si les masses ouvrières et paysannes qui viennent à la révolution avec d'immenses espoirs étaient déçues, si elles voyaient les fruits de leurs efforts leur échapper, si elles se sentaient mal guidées par les uns et trahies par les autres, un mouvement de reflux suivrait et la contre-révolution l'emporterait. C'est là le plus grand danger.

Quoi qu'il en soit, la situation économique et sociale de la Chine ne permet pas d'escompter, même en cas de victoire de la bourgeoisie, une stabilisation réellement durable. La bourgeoisie chinoise ne peut résoudre ni le problème agraire ni la " question ouvrière " [\[13\]](#). Et la révolution chinoise n'est pas, dans sa phase actuelle, à la merci d'un pronunciamiento. Elle exige des solutions autrement amples et radicales que celles du sabre. Tchang-Kai-Shek durera quelques semaines ou quelques mois. Le courant l'emportera. Les nécessités économiques, les antécédents historiques, l'élan profond qui jette en avant vers des révoltes conquérantes, des centaines de millions d'exploités, tout nous porte à croire que le soulèvement des travailleurs chinois n'en est qu'à ses débuts... Les " condottiere " de la contre-révolution nous apparaîtront peut-être demain comme ayant été les artisans involontaires de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans.

Notes

[1] M. Alsky, Canton vainc, Edition de l'Académie communiste, Moscou, 1927.

[2] Compte rendu du VIIe Exécutif élargi de l'I.C.

[3] Pravda du 3 mars (Canton), et Pravda du 3 avril (Canton ouvrier).

[4] Voir l'éditorial du numéro 11 de l'Internationale Communiste.

[5] A. Markov. Lettre de Chine, dans le Mouvement Ouvrier International Moscou, numéro 13, du 31 mars 1917.

[6] Il fut dit, au VIIe Exécutif élargi de l'I.C. que le P.C.C. comptait environ 13.000 membres. J'ai relevé depuis dans la presse le chiffre de 15.000. Boukharine vient (Pravda du 20 avril) d'écrire 30.000.

[7] Kan-Wei. Lettre à la Pravda de Moscou du 15 avril 1927.

[8] Correspondance Internationale, numéro 41 du 13 avril 1927.

[9] Troud. Moscou, numéro du 18 avril 1927, Rapport au Bureau de l'I.S.R.

[10] Lénine la définissait en ces termes dès 1912. Voir aussi S. Daline : Dans les rangs de la révolution chinoise (Moscou 1926). Daline eut, en 1922, de nombreux entretiens avec Sun-Yat-Sen.

[11] Ne faut-il pas rapprocher ce fait mentionné dans une correspondance au Troud de Moscou, des télégrammes qui ont annoncé l'exécution, à Hankéou, des extrémistes qui avaient attenté aux biens des Japonais ?

[12] Voir les Lettres de loin, de N. Lénine, écrites en mars 1917. - Une décision du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S., en date du 3 mars 1927, apprécie la situation à peu près en ces termes.

[13] Force m'est dans cet article de procéder par affirmations. Qu'il me soit permis de renvoyer ici le lecteur aux intéressantes analyses de la révolution chinoise, formulées par K. Radek et Boukharine. Espérons qu'elles seront traduites en français.